

2° de dienstregeling van de prestaties wordt tot zes halve dagen beperkt in het geval van een gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan in vierden;

3° de dienstregeling van de prestaties wordt tot vijf halve dagen beperkt in het geval van een gedeeltelijke halftijdse onderbreking van de beroepsloopbaan.

Art. 2. Op het verzoek van het personeelslid mag de Regering van artikel 1 afwijken, op basis van een eenparig advies van de inrichtende macht en van het bevoegde overlegorgaan.

Art. 3. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het door de Regering wordt bekrachtigd. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 20 december 1996

De Minister-Voorzitter,
belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Volwassenenschooling,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken, belast met Onderwijs,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 97 — 927

[97/29118]

**4 FEVRIER 1997. — Décret modifiant le décret du 5 février 1990
relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné
par la Communauté française (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Aux articles 2 et 4 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, le mot « Exécutif » est remplacé par le mot « Gouvernement ».

Art. 2. Dans le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française est inséré un article *2bis* libellé comme suit :

« Article *2bis*. Préalablement à l'octroi de subventions dans le cas de l'enseignement officiel subventionné ou de l'Etat à gestion séparée et de la subvention intérêt dans le cas de l'enseignement libre subventionné, il est procédé par l'organe compétent à la consultation des organisations représentatives des pouvoirs organisateurs, chacune pour ce qui la concerne.

Les organisations susvisées disposent d'un délai d'un mois à dater de la demande pour rendre leur avis. »

Art. 3. L'article 5 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. § 1^{er}. Le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement de la Communauté constitue un service de l'Etat à gestion séparée au sens de l'article 140 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991. Ce service est placé sous l'autorité directe du ministre qui a les bâtiments scolaires de l'enseignement de la Communauté dans ses attributions.

§ 2. Le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement de la Communauté française est alimenté par les ressources suivantes :

1° Le reliquat des crédits mis à la disposition du Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat pour les parties relevant de la compétence de la Communauté française.

2° Le produit de l'aliénation ou du transfert des biens gérés au moyen du fonds ainsi que toutes recettes généralement quelconques en relation avec les bâtiments scolaires de la Communauté ou avec les services qui en assument la gestion.

3° Une dotation annuelle de 1 100 millions à charge du budget du ministère ayant la gestion des membres du personnel en provenance du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat dans ses attributions.

§ 3. Le fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement de la Communauté assume toutes les obligations qui étaient jusqu'ici à charge du fonds budgétaire inscrit à la section particulière du budget du ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation et ayant en charge les bâtiments scolaires de la Communauté. Le solde dudit Fonds budgétaire au 31 décembre 1996 est également versé au Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement de la Communauté.

(1) Session 1996-1997.

Documents du Conseil. N^{os} 132 - n^o 1 : Projet de décret; n^{os} 2 à 4 : Amendements; n^o 5 : Rapport.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 4 février 1997.

§ 4. Les ressources du Fonds des bâtiments scolaires de la Communauté servent à assurer :

1° L'hébergement des établissements, internats et centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française.

En vue d'assurer cet hébergement des établissements, internats et centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et en vue d'y exécuter des travaux, le Gouvernement peut au moyen des crédits du fonds :

a) acquérir, aliéner, louer, construire, aménager, rénover, agrandir et entretenir les bâtiments et terrains nécessaires; assurer le premier équipement et l'entretien du propriétaire des bâtiments scolaires;

b) acquérir ou louer les matériels nécessaires;

c) confier certaines tâches à des services ou à des personnes physiques ou morales étrangères à la Communauté.

2° Les frais de fonctionnement et de gestion des services susvisés. »

Art. 4. L'article 6 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. Les membres du personnel en provenance du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat sont transférés dans les services du Gouvernement de la Communauté française. A cet effet, le Gouvernement prend les mesures nécessaires en vue de rendre compatible leur statut avec celui des agents des Services du Gouvernement. »

Art. 5. Le chapitre III du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

« Chapitre III. — Des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné.

Article 7. § 1^{er}. Le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné constitue un service de l'Etat à gestion séparée au sens de l'article 140 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991. Ce service est placé sous l'autorité directe du ministre qui a les bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné dans ses attributions.

§ 2. Le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné est alimenté par les ressources suivantes :

1° Le reliquat des crédits mis à la disposition du Fonds des constructions scolaires provinciales et communales, du Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux pour ce qui concerne les compétences de la Communauté française et du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné.

2° Les recettes généralement quelconques en relation avec les dossiers de subventionnement de bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné ou avec les services qui en assument la gestion.

3° Une dotation annuelle de 485 millions à charge du budget du ministère ayant la gestion des membres du personnel en provenance du Fonds des bâtiments de l'enseignement officiel subventionné dans ses attributions.

§ 3. Le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné assume toutes les obligations qui étaient jusqu'ici à charge du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation et le solde des crédits dudit Fonds au 31 décembre 1996 est également versé au Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné.

§ 4. Le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné a pour objet de subventionner à concurrence de 60 p.c. l'achat et la construction, les travaux de modernisation, d'agrandissement et d'aménagement ainsi que le premier équipement de bâtiments destinés aux établissements scolaires, centres psycho-médico sociaux ou internats officiels subventionnés.

Le montant subventionnable peut être fixé forfaitairement selon les règles établies par le Gouvernement. Dans ce but, le Gouvernement peut fixer un montant maximum de dépenses admissibles par type de travaux pour lesquels l'intervention du fonds est sollicitée.

§ 5. Le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné prend en charge les frais de fonctionnement et de gestion des services.

§ 6. Dans la mesure requise pour l'accomplissement de son objet, le Gouvernement peut, à charge du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné :

1° acquérir, aliéner ou louer des immeubles ou du matériel; construire, aménager, entretenir et gérer des bâtiments;

2° confier certaines tâches à des services ou à des personnes physiques ou morales étrangères à la communauté.

§ 7. Sans préjudice de ce qui est prévu par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, les obligations souscrites à charges du Fonds des constructions scolaires provinciales et communales, du Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux et du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné tel qu'il existait à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent décret sont supportées par la Communauté française dans la mesure où elles relèvent de sa compétence.

Ces obligations sont à charges du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné.

Article 7bis. En cas d'aliénation d'un bâtiment ayant bénéficié d'un subventionnement à 60 p.c., tout pouvoir organisateur, quel que soit le réseau auquel il appartient, ou la société publique d'administration des bâtiments scolaires concernée peut acquérir ledit bâtiment, soit à la valeur fixée par les parties, soit par préemption au prix offert par un tiers acquéreur, soit au maximum à la valeur fixée par le Comité d'acquisition ou le receveur de l'enregistrement. Cette possibilité ne peut s'exercer que pour maintenir une affectation scolaire au bâtiment aliéné.

Si dans une période de trois mois, aucun pouvoir organisateur, quel que soit le réseau auquel il appartient, ou la société publique d'administration des bâtiments scolaires concernée ne s'est porté acquéreur du bâtiment concerné, le propriétaire du bien peut le céder au plus offrant.

Article 8. Les membres du personnel en provenance du Fonds des bâtiments de l'enseignement officiel subventionné sont transférés dans les services du Gouvernement de la Communauté française. A cet effet, le Gouvernement prend les mesures nécessaires en vue de rendre compatible leur statut avec celui des agents des Services du Gouvernement. »

Art. 6. Le chapitre IV du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

« Chapitre IV. — *Des bâtiments scolaires de l'enseignement subventionné libre et officiel.*

Article 9. § 1^{er}. Le Fonds de garantie des bâtiments scolaires constitue un service de l'Etat à gestion séparée au sens de l'article 140, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991. Ce service est placé sous l'autorité directe du ministre qui a les bâtiments scolaires de l'enseignement subventionné dans ses attributions.

§ 2. Le Fonds de garantie des bâtiments scolaires est alimenté par les ressources suivantes :

1° Le reliquat des crédits mis à la disposition du Fonds national de Garantie des bâtiments scolaires pour ce qui concerne les compétences de la Communauté française et du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires ainsi que le patrimoine de ce dernier tel qu'existant à la veille de sa dissolution.

2° Les crédits inscrits chaque année au budget du ministère ayant la gestion des membres du personnel en provenance du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires dans ses attributions.

3° Les recettes généralement quelconques en relation avec les dossiers d'octroi de la garantie et de la subvention-intérêt par la Communauté ou avec les services qui en assument la gestion.

§ 3. Le Fonds de garantie des bâtiments scolaires assure toutes les obligations qui étaient jusqu'ici à charge de l'organisme d'intérêt public « Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires ». Le reliquat des crédits mis à la disposition de cet organisme arrêté à la date du 31 décembre 1996 est également versé au Fonds de garantie des bâtiments scolaires.

§ 4. Les ressources du Fonds de garantie des bâtiments scolaires servent à assurer :

1° l'octroi de la garantie de remboursement en capital, intérêt et accessoires des prêts contractés en vue du financement de l'achat, de la construction, des travaux d'aménagement, de modernisation et d'agrandissement, ainsi que le premier équipement de bâtiments destinés aux établissements scolaires, centres psycho-médico-sociaux ou internats subventionnés;

2° l'octroi pour les mêmes prêts d'une subvention en intérêt égale à la différence entre 1,25 p.c. et le taux d'intérêt à payer pour les emprunts, sans que ce taux puisse dépasser le taux normal du marché des capitaux tel qu'il est appliqué par les organismes de crédit public pour des opérations similaires. La subvention est payée directement à l'organisme financier.

§ 5. Par dérogation au § 4, le Gouvernement de la Communauté française peut annuellement et au plus tard le 15 septembre pour l'enseignement secondaire ordinaire et l'enseignement supérieur :

1° soit élever la limite de 1,25 p.c. fixée au § 4, 2° sans que celle-ci dépasse la moitié du taux d'intérêt normal du marché des capitaux;

2° soit fixer la part de l'intérêt pratiqué qui sera à charge du pouvoir organisateur, sans qu'il puisse en résulter que celle-ci dépasse un quart du taux d'intérêt normal du marché des capitaux.

En aucun cas, l'application de l'alinéa 1^{er}, 2^o, ne peut avoir pour conséquence de réduire à moins de 1,25 p.c. l'intérêt qui reste à charge du pouvoir organisateur.

§ 6. Les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement subventionnés officiels qui obtiennent la subvention du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné peuvent bénéficier des avantages précisés au § 4 pour la partie de la dépense subventionnable non couverte par la subvention. Au cas où la dépense réelle est inférieure à la dépense subventionnable, ces avantages ne sont accordés que pour la différence entre la dépense réelle et la subvention.

§ 7. Le montant maximum des emprunts qui peuvent être garantis pour le réseau libre s'élève à 1 000 millions par année; pour le réseau officiel, il s'élève à 320 millions par année. Si dans le courant d'une année budgétaire, ces montants maxima ne sont pas atteints, les différences sont reportées aux années suivantes pour chaque réseau d'enseignement concerné.

§ 8. Les emprunts doivent être conclus par le pouvoir organisateur, auprès d'un des organismes financiers agréés à cette fin par le Gouvernement.

§ 9. Un pouvoir organisateur ne peut faire appel au Fonds de garantie des bâtiments scolaires que pour un bien immobilier dont il est propriétaire ou sur lequel il a un droit réel lui garantissant la jouissance du bien pendant trente ans au moins, et pour autant que soit stipulé qu'à l'expiration de ce droit réel qui doit excéder d'au moins 10 ans la durée du prêt, la valeur résiduelle des bâtiments construits ou la plus-value résultant des travaux effectués aux bâtiments sera remboursée au détenteur du droit réel qui jusqu'au remboursement aura le droit de rétention.

Ce droit réel ne pourra être aliéné ni grevé de droits réels qu'avec l'accord du conseil de gestion du Fonds de garantie des bâtiments scolaires.

§ 10. Les prêts sont remboursables par annuités constantes à partir de l'expiration de la première année et leur durée ne peut dépasser trente ans.

§ 11. Si la garantie de la Communauté doit jouer, celle-ci peut se faire rembourser sur un article créé à la section particulière du budget du ministère ayant la gestion de l'enseignement dans ses attributions en ayant recours aux opérations suivantes dans l'ordre où elles sont indiquées :

1° prélèvement sur les subventions de fonctionnement dues à l'établissement scolaire qui occupe l'immeuble;

2° prélèvement sur les subventions de fonctionnement dues aux autres établissements scolaires relevant du même pouvoir organisateur;

3° recouvrement par l'administration de l'enregistrement et des domaines sur le patrimoine du pouvoir organisateur avec l'aide d'un notaire désigné à cet effet par le conseil de gestion.

§ 12. Le Fonds de garantie des bâtiments scolaires prend en charge les frais de fonctionnement et de gestion des services gérant les dossiers d'octroi de la garantie et de la subvention-intérêt par la Communauté française.

Article 10. § 1^{er}. Le Fonds de garantie des bâtiments scolaires est géré par un conseil de gestion composé de dix-huit membres nommés par le Gouvernement de la Communauté française pour un mandat de six ans renouvelable :

1° quatre membres représentant les membres du Gouvernement compétents en matière d'enseignement; deux membres représentant les membres du Gouvernement compétents en matière de finances et de budget;

2° six membres représentant l'enseignement libre subventionné;

- 3° six membres représentant l'enseignement officiel subventionné.
- § 2. Le conseil de gestion choisit en son sein un président et un vice-président.
- § 3. Il est constitué au sein du conseil de gestion un comité permanent composé du président, du vice-président et de quatre membres choisis de façon telle que chacun des groupes 1°, 2° et 3° visés au § 1^{er} y soit représenté.
- § 4. Le secrétariat du conseil de gestion et du comité permanent est assuré par un fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.
- § 5. Sous réserve des dispositions du décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française, le conseil de gestion a tous les pouvoirs de gestion et de disposition pour réaliser l'objet du Fonds de garantie des bâtiments scolaires. Il décide de toutes les opérations, en fixe les conditions conformément aux normes établies par arrêté du Gouvernement et arrête son règlement d'ordre intérieur. Pour la fixation de ces normes, le Gouvernement peut fixer un montant maximum de dépenses admissibles par type de travaux pour lesquels la garantie de la Communauté est sollicitée.

Ce règlement fixe notamment :

- 1° les actes qui doivent porter le contreseing du président, du vice-président ou d'un membre du conseil de gestion ou bien d'une autre personne déléguée par le conseil;
- 2° les limites et la forme dans lesquelles le conseil de gestion peut déléguer certaines de ses attributions à son comité permanent, à un fonctionnaire général ou à d'autres membres du personnel;
- 3° le mode selon lequel il exerce ses attributions.

Ce règlement est soumis à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

§ 6. Le Gouvernement détermine le montant des indemnités qui pourront être allouées aux membres du conseil de gestion et du comité permanent. Il fixe le montant des indemnités pour frais de parcours et de séjour.

§ 7. La gestion du fonds budgétaire de garantie est soumise au contrôle de deux délégués nommés par le Gouvernement, l'un sur présentation du ou des ministre(s) ayant l'enseignement dans ses (leurs) compétences, l'autre sur présentation du ou des ministre(s) ayant les finances et/ou le budget dans ses (leurs) compétences.

Le contrôle s'exerce conformément aux modalités que les articles 9, 10 et 23 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt publics prescrivent pour les organismes de la catégorie B.

Article 11. Les membres du personnel en provenance du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires sont transférés dans les services du Gouvernement de la Communauté française.

A cet effet, le Gouvernement prend les mesures nécessaires en vue de rendre compatible leur statut avec celui des agents des services du Gouvernement. »

Art. 7. Le Gouvernement peut réduire le montant de la dotation prévue à l'article 2, pour les années 1997 et 1998 en vue de couvrir les dépenses liées à la prise en charge du personnel par le budget du ministère de la Communauté française.

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 février 1997.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport, et des Relations internationales,
W. ANCIEN

VERTALING

N. 97 — 927

[S - C - 97/29118]

4 FEBRUARI 1997. — Decreet tot wijziging van het decreet d.d. 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In de artikelen 2 en 4 van het decreet d.d. 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt het woord « Executieve » door het woord « Regering » vervangen.

(1) Zitting 1996-1997.

Documenten van de Raad. — Ontwerp van decreet : Nr. 132, nr. 1. — Amendementen : Nr. 132, nrs. 2 tot 4. — Verslag : Nr. 132, nr. 5.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 4 februari 1997.

Art. 2. In het decreet d.d. 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet universitair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt een artikel 2bis dat luidt als volgt, ingelast :

« Artikel 2bis. Voor de toekenning van toelagen in het geval van het gesubsidieerd officieel onderwijs of de toekenning van de waarborg en de rentetoelage in het geval van het gesubsidieerd vrij onderwijs wordt er door de bevoegde instelling overgegaan tot de raadpleging van de inrichtende machten, elk wat haar betreft.

Bovenvermelde organisaties beschikken over een termijn van een maand te rekenen vanaf de vraag om hun advies uit te brengen. »

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

Artikel 5. § 1. Het fonds voor schoolgebouwen van het onderwijs van de Franse Gemeenschap vormt een staatsdienst met afzonderlijk beheer in de zin van artikel 140 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Deze dienst wordt geplaatst onder het rechtstreeks gezag van de Minister tot wiens bevoegdheid de schoolgebouwen van het Gemeenschapsonderwijs behoren.

§ 2. Het fonds voor schoolgebouwen van het Gemeenschapsonderwijs wordt door de volgende inkomstenbronnen gestijfd :

1° Het overschot van de kredieten die ter beschikking werden gesteld van het fonds voor schoolgebouwen en gebouwen in schoolverband van het rijk en van het gebouwenfonds voor de rijksscholen voor de gedeelten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteren.

2° De opbrengst van de vervreemding of de overdracht van goederen die door het fonds worden beheerd, alsmede om het even welke ontvangsten in verband met de schoolgebouwen van de Gemeenschap of met de diensten die voor het beheer instaan.

3° Een jaarlijkse dotatie van 1.100 miljoen ten laste van de begroting van het Ministerie onder de bevoegdheid waarvan de personeelsleden afkomstig uit het gebouwenfonds voor de Rijksscholen ressorteren.

§ 3. Het fonds voor schoolgebouwen van het Gemeenschapsonderwijs neemt alle verplichtingen waar die totnogtoe ten laste waren van het budgettaire fonds ingeschreven bij de bijzondere sectie van de begroting van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming en dat voor de gemeenschapsschoolgebouwen instaat.

Het saldo van bedoeld budgettair fonds op 31 december 1996 wordt eveneens gestort op het fonds voor schoolgebouwen van het gemeenschapsonderwijs.

§ 4. De geldmiddelen van het fonds voor de gemeenschapsschoolgebouwen dienen ertoe :

1° om voor de behuizing van de inrichtingen, internaten en psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap te zorgen. Om te zorgen voor bedoelde behuizing van de inrichtingen, internaten en psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en met het oog op de uitvoering van werken mag de Regering door middel van de kredieten van het fonds :

a) de nodige gebouwen en gronden verwerven, vervreemden, huren, hernieuwen, vergroten en onderhouden, instaan voor de eerste uitrusting en het onderhoud door de eigenaar van de schoolgebouwen;

b) de nodige materialen verwerven;

c) bepaalde taken toevertrouwen aan diensten of natuurlijke of rechtspersonen die buiten de Gemeenschap staan.

2° de werkings- en beheerskosten van bovenvermelde diensten. »

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 6. De personeelsleden afkomstig van het fonds voor de rijksschoolgebouwen worden overgeheveld naar de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap. Te dien einde neemt de Regering de nodige maatregelen om hun statuut verenigbaar te maken met dat van de personeelsleden van de Regeringsdiensten. »

Art. 5. Hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Hoofdstuk III. — *Schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs.*

Artikel 7. § 1. Het fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs vormt een staatsdienst met afzonderlijk beheer in de zin van artikel 140 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991. Deze dienst wordt geplaatst onder het rechtstreeks gezag van de Minister tot wiens bevoegdheid het gesubsidieerd officieel onderwijs behoort.

§ 2. Het fonds voor schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt door de volgende geldmiddelen gestijfd :

1° het overschot van de kredieten die ter beschikking werden gesteld van het Fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen en van het Fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen wat de bevoegdheid betreft van de Franse Gemeenschap en van het fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs;

2° de gewone ontvangsten in verband met de subsidiëringdossiers van schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs of met diensten die voor het beheer instaan.

3° een jaarlijkse dotatie van 485 miljoen ten laste van de begroting van het ministerie tot de bevoegdheid waarvan het fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs behoort.

§ 3. Het fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs neemt alle verplichtingen waar die totnogtoe ten laste waren van het fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming en het saldo van de kredieten van bedoeld fonds op 31 december 1996 wordt eveneens gestort op het fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs.

§ 4. Het fonds voor de schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs heeft als doel de aankoop en de bouw, de moderniserings-, vergrotings- en aanpassingswerken ten belope van 60 t.h. te subsidiëren alsmede de eerste uitrusting van gebouwen bestemd voor gesubsidieerde officiële schoolinrichtingen, psycho-medisch-sociale centra of internaten.

Het subsidieerbaar bedrag mag forfaitair worden vastgesteld volgens door de Regering vastgelegde regels. Te dien einde mag de Regering een maximumbedrag voor toelaatbare uitgaven vaststellen per soort werken waarvoor een tegemoetkoming van het Fonds wordt gevraagd.

§ 5. Het fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs neemt de werkings- en beheerskosten van de diensten ten laste.

§ 6. Voor zover het nodig is voor de Regering om haar taak te vervullen, mag ze op kosten van het fonds voor de schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs :

1° gebouwen of materieel verwerven, vervreemden of huren; gebouwen optrekken, aanpassen, onderhouden en beheren;

2° bepaalde taken toevertrouwen aan diensten of natuurlijke of rechtspersonen die buiten de gemeenschap staan;

§ 7. Onverminderd het bepaalde bij de bijzondere wet d.d. 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en wetten worden de door het fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolbouw, het fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen en het fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs waargenomen verplichtingen, zoals het bestond voor de datum van inwerkingtreding van dit decreet, gedragen door de Franse Gemeenschap voor zover ze onder haar bevoegdheid ressorteren.

Deze verplichtingen vallen ten laste van het fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs.

Artikel 7bis. In geval van vervreemding van een gebouw waarvoor een toelage van 60 t.h. werd toegekend, mag elke inrichtende macht, wat het net waartoe het behoort ook moge zijn of de betrokken openbare maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen, bedoeld gebouw verwerven, of wel voor de door de partijen vastgestelde waarde, ofwel door voorverkoop tegen de prijs geboden door een derde koper, ofwel ten hoogste tegen de door het aankoopcomité of door de ontvanger van de registratie vastgestelde waarde. Deze mogelijkheid mag slechts worden uitgeoefend om een schoolbestemming voor het vervreemde goed te handhaven.

Indien binnen een periode van drie maanden geen enkele inrichtende macht, wat het net waartoe ze behoort ook moge zijn, of de betrokken openbare maatschappij voor het beheren van de schoolgebouwen, geen kandidaat-koper is, mag de eigenaar bedoeld goed aan de kandidaat die het meest biedt, afstaan.

Artikel 8. De personeelsleden die afkomstig zijn van het fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs, worden overgeheveld naar de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap. Te dien einde neemt de Regering de nodige maatregelen om hun statuut verenigbaar te maken met dat van de personeelsleden van de Regeringsdiensten. »

Art. 6. Hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Hoofdstuk IV. — *Schoolgebouwen van het gesubsidieerd vrij en officieel onderwijs.*

Artikel 9. § 1. Het waarborgfonds voor schoolgebouwen vormt een staatsdienst met afzonderlijk beheer in de zin van artikel 140, van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991. Deze dienst wordt geplaats onder het rechtstreeks gezag van de minister tot wiens bevoegdheid de schoolgebouwen voor het gesubsidieerd onderwijs behoren.

§ 2. Het waarborgfonds voor schoolgebouwen wordt door de volgende inkomstenbronnen gestijfd :

1° het overschot van de kredieten die ter beschikking worden gesteld van het Nationaal waarborgfonds voor schoolgebouwen wat de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap betreft, en van het Communautair waarborgfonds voor schoolgebouwen, alsmede het patrimonium van laatstgenoemde zoals het bestond voor de ontbinding ervan.

2° de kredieten die elk jaar worden uitgetrokken op de begroting van het Ministerie tot de bevoegdheid waarvan het beheer van de personeelsleden afkomstig van het Communautair Waarborgfonds voor schoolgebouwen behoort.

3° om het even welke ontvangsten in verband met de dossiers inzake toekenning van de waarborg en de rentetoeelage door de Gemeenschap of met de diensten die het beheer ervan waarnemen.

§ 3. Het waarborgfonds voor schoolgebouwen staat in voor alle verplichtingen die totnogtoe ten laste vielen van de instelling van openbaar nut « Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires » (Communautair waarborgfonds voor schoolgebouwen)-Het overschot van de ter beschikking van deze instelling gestelde kredieten, zoals vastgesteld op 31 december 1996, wordt gestort op de rekening van het waarborgfonds voor schoolgebouwen.

§ 4. De geldmiddelen van het waarborgfonds dienen ertoe :

1° voor de toekenning te zorgen van de terugbetalingswaarborg van de hoofdsom, de interesten en toebehoren, van de aangegane leningen met het oog op de financiering van de aankoop, de bouw, geschiktmakings-, moderniserings- en uitbreidingswerken, alsook de eerste uitrusting van gebouwen, bestemd voor de gesubsidieerde onderwijsinrichtingen, psycho-medisch-sociale centra of internaten.

2° voor dezelfde leningen een rentetoeelage te verlenen gelijk aan het verschil tussen 1,25 t.h. en de rentevoet die voor deze leningen betaald moet worden zonder dat deze rentevoet de normale rentevoet op de kapitaalmarkt, zoals die voor gelijkaardige verrichtingen door de openbare kredietinstellingen wordt toegepast, mag overschrijden. De toelage wordt rechtstreeks aan de financiële instelling betaald.

§ 5. In afwijking van § 4 kan de Regering van de Franse Gemeenschap jaarlijks en uiterlijk op 15 september voor het gewoon secundair onderwijs en het hoger onderwijs.

1° ofwel de in § 4, 2 vastgestelde grens van 1,25 % verhogen zonder dat deze de helft van de normale rentevoet op de kapitaalmarkt mag overschrijden.

2° ofwel het aandeel van de toegepaste rente vastleggen dat ten laste is van de inrichtende macht, zonder dat dit één vierde van de normale rentevoet op de kapitaalmarkt mag overschrijden.

In geen geval kan de toepassing van lid 1, 2°, tot gevolg hebben dat de rente die ten laste van de inrichtende macht blijft, minder dan 1,25 t.h. zou bedragen.

§ 6. De inrichtende machten van de gesubsidieerde officiële onderwijsinrichtingen die een toelage ontvangen van het Fonds voor Schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs kunnen de in § 1 bepaalde voordelen genieten voor het niet door de toelage gedekte deel van het subsidieerbaar bedrag.

Wanneer de werkelijke uitgave minder bedraagt dan het subsidieerbaar bedrag, worden deze voordelen slechts toegekend ten belope van het verschil tussen de werkelijke uitgaven en de toelage.

§ 7. Het maximumbedrag van de leningen die kunnen gewaarborgd worden voor het vrij net bedraagt 1 000 miljoen per jaar; voor het officieel net bedraagt dit 320 miljoen per jaar.

Indien in de loop van een dienstjaar deze maximumbedragen niet worden bereikt, worden de verschillen overgedragen naar de volgende jaren voor elk betrokken onderwijsnet.

§ 8. De leningen moeten door de inrichtende macht worden aangegaan bij één van de daartoe door de Regering erkende financiële instellingen.

§ 9. Een inrichtende macht mag slechts beroep doen op het Waarborgfonds voor een onroerend goed waarvan zij de eigenaar is of waarop zij een zakelijk recht bezit dat haar het genot van het goed verzekert gedurende ten minste dertig jaar, en voor zover bepaald wordt dat bij het verstrijken van dit zakelijk recht dan ten minste met tien jaar de duur van de lening moet overschrijden, de huidige waarde van de opgetrokken gebouwen of de meerwaarde die voortspruit uit de aan de gebouwen aangebrachte verbouwingen zal worden terugbetaald aan de houder van het zakelijk recht die tot bij de terugbetaling het recht van terughouding heeft.

Dit zakelijk recht zal slechts vervreemd of met zakelijke rechten bezwaard mogen worden met de instemming van de raad van bestuur van het Waarborgfonds.

§ 10. De leningen zijn terugbetaalbaar met constante annuïteiten vanaf het einde van het eerste jaar en de duur van de aflossing mag niet meer dan dertig jaar bedragen.

§ 11. Indien een beroep wordt gedaan op de waarborg van de Gemeenschap kan deze zich laten terugbetalen op een artikel opgericht door de bijzondere sectie van de begroting van het Ministerie onder het beheer waarvan Onderwijs ressorteert d.m.v. onderstaande verrichtingen, in de volgorde waarin zij aangegeven zijn :

- 1° afhouding op de werkingstoelagen verschuldigd aan de onderwijsinrichting die in het gebouw is gehuisvest;
- 2° afhouding op de werkingstoelagen verschuldigd aan andere onderwijsinrichtingen die van dezelfde inrichtende macht afhangen;
- 3° invordering door het Bestuur van Registratie en Domeinen op het patrimonium van de inrichtende macht met de hulp van een daartoe door de raad van bestuur aangestelde notaris.

§ 12. Het Waarborgfonds voor schoolgebouwen neemt de werkings- en beheerskosten van de diensten die de dossiers voor het toekennen van de waarborg en van de rentetolagen door de Franse Gemeenschap beheren, ten laste.

Artikel 10. § 1. Het Waarborgfonds voor schoolgebouwen wordt bestuurd door een raad van beheer samengesteld uit 18 leden die door de Executieve van de Franse Gemeenschap benoemd zijn voor een mandaat van zes jaar dat vernieuwbaar is :

- 1° vier leden vertegenwoordigen de leden van de Regering die bevoegd zijn inzake onderwijs; twee leden vertegenwoordigen de leden van de Regering die bevoegd zijn inzake financiën en begroting;
- 2° zes leden vertegenwoordigen het gesubsidieerd vrij onderwijs,
- 3° zes leden vertegenwoordigen het gesubsidieerd officieel onderwijs.

§ 2. De raad van beheer kiest onder zijn leden een voorzitter en een ondervoorzitter.

§ 3. Er wordt in de raad van beheer een vast comité opgericht dat bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter en vier leden, die op zulke wijze worden gekozen dat elke groep 1°, 2° en 3°, bedoeld in § 1, er wordt vertegenwoordigd.

§ 4. Het secretariaat van de raad van beheer en van het vast comité wordt verzekerd door een door de Regering aangestelde topambtenaar.

§ 5. Onder voorbehoud van de bepalingen van het decreet d.d.24 juni 1996 betreffende het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht op gesubsidieerd basisonderwijs en secundair onderwijs bezit de raad van beheer alle bestuurs- en beslissingsbevoegdheden om de opdracht van het waarborgfonds uit te voeren. Hij beslist over alle verrichtingen, bepaalt de voorwaarden waaronder ze geschieden overeenkomstig de bij besluit van de Regering vastgestelde normen en stelt het huishoudelijk reglement ervan vast. Om die normen vast te stellen mag de Regering een minimum bedrag voor toelaatbare uitgaven vastleggen per type werken waarvoor de waarborg van de Gemeenschap wordt gevraagd.

Dit reglement bepaalt onder meer :

- 1° welke akten gewaarmerkt moeten worden door de voorzitter, de ondervoorzitter of een lid van de raad van beheer ofwel van een andere persoon door de raad afgevaardigd;
- 2° binnen welke grenzen en op welke wijze sommige bevoegdheden van de raad van beheer kunnen worden overgedragen aan het vast comité, aan een topambtenaar of aan andere personeelsleden.
- 3° De wijze waarop hij zijn bevoegdheden uitoefent.

Dit reglement wordt ter goedkeuring aan de Regering van de Franse Gemeenschap voorgelegd.

§ 6. De Regering bepaalt het bedrag van de vergoedingen die aan de leden van de raad van beheer en van het vast comité mogen worden uitgekeerd.

Zij stelt het bedrag vast van de vergoeding voor reis- en verblijfkosten.

§ 7. Het beheer van het budgetair waarborgfonds wordt onderworpen aan het toezicht van twee door de Regering benoemde afgevaardigden, een op voordracht van de Minister(s) tot wiens (wier) bevoegdheid het onderwijs behoort, de andere op voordracht van de minister tot wiens (wier) bevoegdheid financiën en/of begroting behoort (behoren).

Het toezicht wordt overeenkomstig de voorwaarden uitgeoefend die de artikelen 9, 10 en 23 van de wet d.d. 16 maart 1954 betreffende het toezicht op bepaalde instellingen van openbaar nut voor de instellingen van categorie B voorschrijven.

Artikel 11. De personeelsleden afkomstig van het communautair waarborgfonds voor schoolgebouwen worden overgedragen naar de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap.

Te dien einde neemt de Regering de nodige maatregelen om hun statuut verenigbaar te maken met dat van de personeelsleden van de Regeringsdiensten. »

Art. 7. De Regering mag het bedrag van de in artikel 2 bepaalde dotatie voor de jaren 1997 en 1998 ten einde de uitgaven verbonden aan het ten laste nemen van het personeel door de begroting van het Ministerie van de Franse Gemeenschap te dekken.

Art. 8. Dit decreet treedt op 1 januari 1997 in werking.

Kondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 februari 1997.

De Minister-Voorzitter,
belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Cultuur en Volwassenenschooling,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken, belast met het Onderwijs voor Sociale Promotie,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 928

[C - 97/31128]

6 MARS 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française précisant les missions et les modalités de fonctionnement de la Commission consultative en matière de formation, d'emploi et d'enseignement instaurée par l'article 28 du décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret (II) de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 4°;

Vu le décret (II) de la Région wallonne du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 4°;

Vu le décret (III) de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 4°;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle et plus particulièrement son article 28;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995, relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socio-professionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socio-professionnelle et plus particulièrement son article 4, § 2;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, donné le 10 mai 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 7 mai 1996;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 1^{er} octobre 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité pour le Collège de la Commission communautaire française d'obtenir sans délai des avis circonstanciés à propos de programmes de formation professionnelle concernant étroitement, soit les matières d'emploi relevant de la compétence du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, soit les matières d'enseignement relevant de la compétence du Gouvernement de la Communauté française;

Considérant la nécessité pour le Collège de la Commission communautaire française de répondre rapidement aux objectifs et aux modalités fixés par les programmes opérationnels du Fonds Social Européen;

Considérant la nécessité urgente pour le Collège de la Commission communautaire française de favoriser l'élaboration de programmes opérationnels communs articulant des mesures de formation, d'emploi et d'enseignement, notamment dans le domaine de l'insertion socio-professionnelle et de l'alternance emploi-formation;

Vu la proposition du Membre du Collège, chargé de la reconversion et du recyclage professionnels,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

la Commission : la Commission consultative en matière de formation, d'emploi et d'enseignement instaurée par l'article 28 du décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle.

Art. 2. La Commission a pour missions :

1° donner à la demande du Ministre ou Secrétaire d'Etat chargé de l'emploi de la Région de Bruxelles-Capitale, à la demande du Ministre de l'enseignement du Gouvernement de la Communauté française, à la demande des Membres du Collège de la Commission communautaire française chargés de la reconversion et du recyclage professionnels, de l'enseignement, de la formation permanente des classes moyennes et des petites et moyennes entreprises, à la demande des comités de gestion de l'ORBEM et de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle; des avis et recommandations dans le domaine des politiques de la formation, de l'emploi et de l'enseignement, en particulier quand ces politiques supposent une adéquation et une articulation étroites, principalement dans le cadre de la politique d'insertion socio-professionnelle et du développement de l'alternance emploi-formation;